

Réponse de France gaz renouvelables à la consultation publique N° 2022-02 relative aux modalités de prise en compte de participations de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturels de l'arrêté de transposition de la directive RED relatif aux critères d'intrants, de durabilité et de réductions des émissions de gaz à effet de serre pour la production de biométhane

France gaz renouvelables se félicite de cette consultation et tient à exprimer sa satisfaction globale quant aux évolutions proposées par la CRE dans le financement des programmes d'investissements de renforcement des réseaux de gaz naturel.

Les projets de méthanisation sont avant tout, des projets ancrés dans les territoires dont le temps de réalisation peut varier de plusieurs années. Les délais entre la demande d'études et la réalisation de l'investissement de travaux de renforcement sont très différents en fonction des caractéristiques de projets. **Aussi l'évolution proposée nous semble plus à même de prendre en compte la réalité de réalisation de ces projets.**

Propositions complémentaires :

1. En suivant les propositions globales, une mise à jour du montant de participation des tiers pourrait d'ailleurs être réalisée quand le délai entre la date de demande d'études et la réalisation de l'investissement était inférieure à 6 mois
2. Nous sommes défavorables à la proposition de non-remboursement partiel du forfait d'études de 200.000€ en cas de rebours. Nous n'en comprenons pas l'impossibilité technique d'autant plus lorsque l'investissement est initialement inférieur à ce montant. Des solutions doivent être trouvées pour résoudre cette discrimination entre les projets.
3. Enfin, les projets de méthanisation qui s'inscrivent dans des logiques territoriales peuvent être confrontés comme tout projet à des problématiques d'acceptabilité. L'engagement des porteurs de projets sur le versement des acomptes de participation tiers à hauteur de 50% avant la levée des recours potentiels est difficilement atteignable. Nous proposons que la collecte de ces acomptes soit repoussée à la levée des procédures de recours.